

COUR D'APPEL DE PARIS
ARRET DU 15 DECEMBRE 2020

Pôle 5 - Chambre 1

Numéro d'inscription au répertoire général : **19/01354 - N° Portalis**
35L7-V-B7D-B7EGY

Décision déferée à la Cour : Décision du 18 octobre 2018 -Institut National de la Propriété Industrielle - RG n° CCP16C0006

DÉCLARANTE AU RECOURS

Société CURIS INC

Société de droit du Massachussets, dont le siège social est situé
[...] 02421

LEXINGTON, MA USA,

agissant poursuites et diligences en la personne de son représentant
légal ou statutaire domicilié en cette qualité audit siège élisant domicile
à la SELARL PELLERIN DE MARIA G, Avocats [...]

Représentée par Me Luca DE MARIA de I PELLERIN - DE MARIA -
G, avocat au barreau de PARIS, toque : L0018

EN PRÉSENCE DE :

**MONSIEUR L GENERAL DE L'INSTITUT NATIONAL DE LA
PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE**

[...]

92677 COURBEVOIE CEDEX

Représenté par Julie BENSADOU, chargée de mission, munie d'un
pouvoir général

COMPOSITION DE LA COUR :

L'affaire a été débattue le 27 octobre 2020, en audience publique,
devant la Cour composée de :

Mme Isabelle DOUILLET, Présidente de chambre

Mme Françoise BARUTEL-NAULLEAU, Conseillère

Mme Deborah BOHEE, Conseillère

qui en ont délibéré.

Greffier, lors des débats : Mme K A

EN PRÉSENCE DU MINISTÈRE PUBLIC, auquel l'affaire a été
communiquée, représenté lors des débats par Brigitte G, substitut
général, qui a fait connaître son avis,

ARRÊT :

- Contradictoire

- par mise à disposition de l'arrêt au greffe de la Cour, les parties en ayant été préalablement avisées dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article 450 du code de procédure civile.
- signé par Isabelle DOUILLET, Présidente de chambre et par Karine ABELKALON, Greffier, auquel la minute de la décision a été remise par le magistrat signataire

Vu la décision du 18 octobre 2018, par laquelle le directeur général de l'Institut national de la propriété industrielle (INPI), a rejeté la demande de certificat complémentaire de protection (CCP) n°16C0006 sollicitée par la société Curis Inc,

Vu le recours formé le 17 janvier 2019 par la société Curis Inc.,

Vu les conclusions de désistement de la société Curis Inc. déposées au greffe le 23 juin 2020,

Vu l'absence d'opposition du directeur général de l'INPI,

Le ministère public entendu en ses observations orales,

SUR CE,

En l'absence d'opposition il convient de déclarer parfait le désistement de la société requérante, et de constater en conséquence l'extinction de l'instance et le dessaisissement de la cour.

PAR CES MOTIFS,

LA COUR,

Déclare parfait le désistement de la société Curis Inc. ;

Constata l'extinction de l'instance et le dessaisissement de la cour ;

Dit que le présent arrêt sera notifié par le greffe aux parties et au directeur général de l'Institut national de la propriété industrielle, par lettre recommandée avec accusé de réception.